



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Ressources - Astreinte Police Métropolitaine des Transports - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du déploiement de la Police Métropolitaine des Transports (PMT) qui sera composée à terme de 42 agents, il est nécessaire pour assurer un fonctionnement optimal du service de prévoir un régime d'astreintes afin de garantir la continuité du service public conformément aux points actés dans le cadre de la convention intercommunale de coordination signée par les 31 maires des communes de la Métropole et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

A ce titre la convention intercommunale de coordination de la PMT prévoit notamment à l'article 2 de :

- Renforcer le niveau de réponse opérationnelle aux situations d'incivilités, de délinquance sur le réseau de transports en commun ;
- Soutenir les personnels de la société d'exploitation dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Gestion et sécurisation des grands événements à caractère pluri-communal et à rayonnement important ;
- Interventions dans le cadre des risques majeurs en appuis des polices municipales locales (inondation, feux de forêts, ...) ;
- Sécurisations des sites culturels, sportifs et de loisirs à caractère pluri-communal et métropolitain et générateurs d'affluence importante.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale et en référence à l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur, applicable aux autres filières que la filière technique. Pour rappel, les indemnisations ou récupérations ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

A ces égards, il convient de pouvoir assurer une présence des agents en dehors des heures de présences normales de service particulièrement dans le cadre du soutien aux personnels de la TaM (incident majeur, crime ou délit...) et en appui aux communes membres dans le cadre des risques majeurs (climatiques, technologiques...).

Parallèlement, il convient d'acter les astreintes nécessaires pour les cadres de la PMT afin de leur permettre de rester joignables et opérationnels dans l'objectif de répondre aux différents acteurs et partenaires (GN, PN, PMs locales, Elus, Direction...) et aux agents engagés sur le terrain.

Modalités générales :

Les cadres d'astreintes tout comme les agents sont directement joignables sur un téléphone portable professionnel (portable de dotation dans le cadre de leurs missions de voie publique). Les périodes d'astreintes sont fixées à l'avance par la direction de la PMT. De manière générale elles s'articulent sur une semaine entière du lundi matin au lundi matin suivant.

L'articulation de l'astreinte s'établit sur plusieurs degrés :

- Premier degré : le cadre de direction d'astreinte prend en compte la demande qui doit émaner d'une autorité du PSTP, d'un Maire ou du Président de la Métropole ;
- Second degré : le responsable de vacation ou d'équipe est avisé par le cadre de direction, il a la charge de mobiliser les équipes de terrain d'astreintes.

Astreinte des cadres de direction (administrative et opérationnelle) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le Pool d'astreinte des cadres de direction comprend 2 agents d'astreinte à la semaine :

- 1 cadre de premier niveau d'astreinte par semaine : Responsable PMT, Responsable Adjoint PMT, Responsable suppléant désigné ;
- 1 Cadre de deuxième niveau d'astreinte par semaine : Responsable de vacations ou adjoint au responsable. Mobilisable dès lors qu'il est sollicité par le cadre de premier niveau.

Astreintes des agents de terrains (opérationnelles) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le pool d'astreinte des agents de terrains comprend 4 agents d'astreinte à la semaine :

- Agents de la PMT d'astreinte : Mobilisables dès lors qu'ils sont sollicités par l'astreinte cadre de direction. Les agents d'astreinte sont mobilisables en dehors de leurs heures de service effectives qui s'entendent de manière générale du lundi au vendredi, de 7h à 15h ou 13h à 21h. Les agents sont sous régime d'astreinte en dehors des horaires précités en fonction de leur plage horaire de vacation prévue par le planning.

Pour des nécessités de service et suivant l'organisation de celui-ci, elles peuvent s'articuler sur les durées suivantes conformément au décret en vigueur :

- Lundi matin au Vendredi soir ;
- Vendredi soir au lundi matin ;
- Nuit de semaine ;
- Samedi ;
- Dimanche ou jour férié.

Comme évoqué ci-dessus une astreinte spécifique (nuit, week-end, jour de semaine) peut être décidée en cas d'évènement imprévu spécifique, pour exemple une alerte météo nécessitant un nombre d'agents supérieur à l'astreinte semaine initialement déployée.

Rôle et missions**Du Pool d'astreinte direction :**

En premier lieu le pool de direction répond aux exigences organisationnelles, administratives et opérationnelles de la PMT. Il assure une réponse rapide aux demandes émanant des agents et cadres de la PMT, mais également cadres du PSTP, maires et élus de la Métropole.

Les agents d'astreinte réceptionnent les appels provenant des partenaires extérieurs mais également des agents de la PMT déployés sur le terrain afin de pallier aux problématiques rencontrées dans leurs missions quotidiennes.

L'astreinte de premier niveau prend en compte l'appel, analyse la demande qui doit se conformer aux missions prévues par la convention de coordination. Il mobilise ensuite le cadre d'astreinte de deuxième niveau.

Le cadre d'astreinte du pool direction est l'interface entre les agents déployés sur le terrain et les élus des communes membres de la Métropole, il rend compte de l'activité de la PMT dans le cadre des pouvoirs de police de chaque maire.

Du Pool d'astreinte des agents de terrains :

Les agents de terrain sont mobilisés par le pool de direction. Le cadre d'astreinte de deuxième niveau prend part à la mobilisation des agents de terrain. Il s'engage avec eux sur le terrain et coordonne leurs missions dans le cadre de l'astreinte.

Ils agissent pour répondre aux missions revêtant un caractère d'urgence définie par la direction afin soit de renforcer les équipes déjà présente sur le terrain ou en cas d'absence d'agents afin de remplir les missions dévolues à la PMT.

Les agents sont appelés pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un évènement soudain ou imprévu.

Les agents de la PMT peuvent être amenés à intervenir pour tout évènement important impactant le territoire métropolitain et relevant soit de la sécurité civile (risques majeurs), soit de la sureté impactant le réseau de transports en communs (évènements climatiques, incendie, risques attentats...).

Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235487-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.